

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 7 NOVEMBRE 2022**

| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 | | |
|---|-------------|---------|
| QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 16 | 0 | 0 |
| OBJET DE LA DECISION | | |
| N° 22/606 | | |
| 22CONV01- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA REGIE DU PORT DES OURSINIÈRES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA REQUALIFICATION DU PORT - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/606

BUREAU DU 7 NOVEMBRE 2022

**O B J E T : 22CONV01- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
REGIE DU PORT DES OURSINIÈRES POUR LA
PASSATION D'UN MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
POUR LA REQUALIFICATION DU PORT -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'art L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que la requalification du quartier des Oursinières au Pradet comprend la partie portuaire sous l'égide de la régie du Port des Oursinières et la partie aménagements urbains de compétence métropolitaine,

CONSIDERANT que le groupement est rendu nécessaire pour des raisons de cohérences techniques et architecturales,

CONSIDERANT que le programme consiste :

Pour la Métropole TPM, en l'aménagement du quartier au sens large, réalisé dans l'emprise existante, dans laquelle la circulation automobile se fera à double sens, et devra répondre aux exigences suivantes :

- Redistribuer des espaces et des différentes fonctions du site : plage, services, jeu de boules, stationnement, domaine portuaire, digue, protection de la plage...
- Reconsidérer la place de la voiture : Limitation du nombre de véhicule sur la zone : création d'une aire de stationnement limitée, déplacement des poches de stationnement ...
- Replacer le piéton au cœur du projet de réaménagement : améliorer les cheminements piétons vers la plage et les commerces,
- Remettre en valeur des commerces,
- Redonner des vues sur le port à la clientèle des terrasses,
- Repenser les aménagements paysagers et le mobilier urbain pour fournir des zones ombragées,

Pour la régie du Port des Oursinières, seule la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à l'Avant-Projet sera réalisée en tranche ferme. Les autres missions de suivi des travaux, seront décomposées en 3 tranche optionnelles :

1. Travaux au niveau des quais du Port,
2. Renforcement de la digue du Port,
3. Travaux de désimperméabilisation du Port,

CONSIDERANT que l'enveloppe prévisionnelle des travaux est fixée à 4 000 000 € HT, pour la régie du port, et à 4 150 000 € HT pour la Métropole,

CONSIDERANT que le montant estimé de la mission de maîtrise d'œuvre est de :

- 238 625,00 € pour TPM,
- 46 000,00 € HT pour la tranche ferme de la régie du Port des Oursinières,

CONSIDERANT que les missions complémentaires sont estimées pour la Métropole TPM à 101 800,00 € HT, pour la régie du port à 52 300 € en tranche ferme, et à 49 500 € en tranche optionnelle,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commande.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Régie du Port des Oursinières, dont le projet est annexé à la présente.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 7 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

| | |
|------------|----|
| POUR | 16 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |



**22CONV01-CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE**

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REQUALIFICATION DU
QUARTIER DES OURSINIÈRES AU PRADET**

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| 1 – OBJET DE LA CONVENTION | 3 |
| 2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT | 5 |
| 3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT | 5 |
| 4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT | 5 |
| 5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT | 6 |
| 6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT | 6 |
| 7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS | 6 |
| 8 – DUREE DU GROUPEMENT | 7 |
| 9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE | 7 |
| 10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION | 7 |
| 11 – LITIGES | 7 |

ENTRE LES SOUSSIGNES

La régie du Port des Oursinières, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, représentée par son Président, agissant par délibération n°..... du Conseil d'Administration en date du déposée à la Préfecture du Var le,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

Les membres du groupement ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2311-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant la maîtrise d'œuvre de la requalification du quartier des Oursinières au Pradet comprenant la partie portuaire sous l'égide de la Régie du Port des Oursinières et la partie aménagements urbains de compétence métropolitaine.

Le groupement est rendu nécessaire pour des raisons de cohérences architecturales et techniques.

Les programmes et enveloppes ont préalablement été définis par chacun des membres du groupement.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les membres visés ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **Maitrise d'œuvre pour la Requalification du Quartier des Oursinières au Pradet**, passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

Le programme consiste :

- Partie MPTPM :

L'aménagement du quartier au sens large, réalisé dans l'emprise existante, dans laquelle la

circulation automobile se fera à double sens, et devra répondre aux exigences suivantes :

- Redistribution des espaces et des différentes fonctions du site : plage, services, jeu de boules, stationnement, domaine portuaire, digue, protection de la plage...
- Reconsidérer la place de la voiture : Limitation du nombre de véhicule sur la zone : création d'une aire de stationnement limitée, déplacement des poches de stationnement ...
- Replacer le piéton au cœur du projet de réaménagement : améliorer les cheminements piétons vers la plage et les commerces
- Mise en valeur des commerces
- Redonner des vues sur le port à la clientèle des terrasses
- Repenser les aménagements paysagers et le mobilier urbain pour fournir des zones ombragées

- **Partie Port :**

- Seule la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à l'Avant Projet, et certaines missions complémentaires , seront réalisées en tranche ferme. Les autres missions seront en tranche optionnelles.
 - **Travaux au niveau des quais du Port :**
 - Réfection des réseaux eau et électricité et pose de bornes de service pour la distribution en eau et en électricité
 - Etanchéité des quais
 - **Renforcement de la digue du port**
 - Réfection et renforcement de la digue endommagée par la montée du niveau des eaux combinées aux fortes tempêtes et largades
 - Aménagement d'un belvédère au départ de la digue, servant aussi d'accès aux services d'entretien et réfection du quai adossé.
 - Brise lame pour la sécurisation des bateaux
 - **Travaux de désimperméabilisation du port**
 - Mise aux normes du bâtiment « Capitainerie » : scénarios à étudier pouvant aller jusqu'à la déconstruction de la capitainerie avec déplacement des services sur un autre bâtiment communal
 - Restructuration des espaces de la place devant la capitainerie ayant le double but de désimperméabiliser le port et de libérer de l'espace dans le domaine portuaire pour la création de places d'amarrage supplémentaires
 - Mise aux normes de l'aire de carénage : scénarios à étudier pouvant aller jusqu'à la suppression de l'aire de carénage avec redistribution de l'espace en vue de désimperméabiliser le port et de créer éventuellement de nouvelles places d'amarrage.
 - Travaux de réaménagement de l'interface voirie / port pouvant aller jusqu'à redessiner les emprises de chaque membre du groupement
 - Mise en sécurité de l'espace de baignade : Etude pour la création d'une digue ou autre système séparant la zone portuaire de la zone de baignade

Les missions et leurs estimations sont annexées à la présente convention.

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- recueillir les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec les membres du groupement;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;

- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la Régie du Port des Oursinières ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre délibèrera afin d'autoriser la signature du marché par son représentant légal avec le candidat choisi par la Commission d'appel d'offres.

Chaque membre notifiera et exécutera le marché concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra.

Les services du coordonnateur assisteront techniquement les services de la Régie en cours d'exécution du marché.

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur, conformément à l'article L141-3 II du Code Général des Collectivités territoriales.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, le programme et l'enveloppe prévisionnelle des travaux envisagés.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commande, les services de la Métropole assistant techniquement ceux de la Régie.
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commande (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

Pour la Régie du Port des Oursinières

Le Président

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président

Hubert FALCO

ANNEXES

ANNEXE 1 Missions et estimations

PART MTPM

| Montant des travaux | 4 150 000 € | Montants |
|---------------------|-------------|--------------|
| Taux | 5,75 % | |
| Mission OPC tac | 0,20% | 8 300,00 € |
| Mission DIAG | 0,10% | 4 150,00 € |
| Mission ESQ | 0,15% | 6 225,00 € |
| Mission AVP | 0,70% | 29 050,00 € |
| Mission PRO | 1,20% | 49 800,00 € |
| Mission ACT | 0,80% | 33 200,00 € |
| Mission VISA | 0,30% | 12 450,00 € |
| Mission DET | 1,40% | 58 100,00 € |
| Mission AOR | 0,40% | 16 600,00 € |
| Mission OPC | 0,50% | 20 750,00 € |
| TOTAL MOE | | 238 625,00 € |

| Missions complémentaires | Montant HT |
|--|---------------|
| Mise à jour de l'analyse de fonctionnement | 25 000,00 € |
| Notice Cas par Cas | 7 500,00 € |
| Etudes hydrauliques | 7 500,00 € |
| Dossier étude d'impact | 15 000,00 € |
| Mission VISU | 25 000,00 € |
| Diagnostics avant démolition | 4 000,00 € |
| Permis | |
| Permis de démolir | 1 500,00 € |
| Permis de construire | 4 000,00 € |
| Géotechnie | |
| G5 | 800,00 € |
| G2 PRO | 1 500,00 € |
| Courantologie | 10 000,00 € |
| TOTAL MISSIONS COMPLEMENTAIRES | 101 800.00€HT |

PART PORT DES OURSINIÈRES

| Taux | 5.75% | | Tranche Ferme | Tranche optionnelle 1 | Tranche optionnelle 2 | Tranche optionnelle 3 |
|--|----------------|-------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Montants des travaux | 4 000 000 € HT | | 4 000 000 €HT | 2 800 000 €HT | 1 100 000 €HT | 100 000 €HT |
| Mission OPC tac | 0,20% | 8 000,00 € | 8 000,00 € | | | |
| Mission DIAG | 0,10% | 4 000,00 € | 4 000,00 € | | | |
| Mission ESQ | 0,15% | 6 000,00 € | 6 000,00 € | | | |
| Mission AVP | 0,70% | 28 000,00 € | 28 000,00 € | | | |
| Mission PRO | 1,20% | 48 000,00 € | | 33 600,00 € | 13 200,00 € | 1 200,00 € |
| Mission ACT | 0,80% | 32 000,00 € | | 22 400,00 € | 8 800,00 € | 800,00 € |
| Mission VISA | 0,30% | 12 000,00 € | | 8 400,00 € | 3 300,00 € | 300,00 € |
| Mission DET | 1,40% | 56 000,00 € | | 39 200,00 € | 15 400,00 € | 1 400,00 € |
| Mission AOR | 0,40% | 16 000,00 € | | 11 200,00 € | 4 400,00 € | 400,00 € |
| Mission OPC | 0,50% | 20 000,00 € | | 14 000,00 € | 5 500,00 € | 500,00 € |
| TOTAL MOE | | 230 000 € | 46 000€ | 128 800€ | 50 600€ | 4 600€ |
| Missions complémentaires | | | | | | |
| Mise à jour de l'analyse de fonctionnement | | | | | | |
| Notice Cas par Cas | | | | | | |
| Etudes hydrauliques | | | | | | |
| Dossier étude d'impact | | | | | | |
| Mission VISU | | | | | | |
| Diagnostics avant démolition | | | | | | |
| Permis Démolir | | | | | | |
| Permis de construire | | | | | | |
| G5 | | | | | | |
| G2 PRO | | | | | | |
| Courantologie | | | | | | |
| TOTAL Missions complémentaires | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | |

ANNEXE 2 DELIBERATIONS

